

Publié le 13 novembre 2009 à 23h18 | Mis à jour le 13 novembre 2009 à 23h20

Rumeurs de corruption au palier municipal

Bureau veut une enquête publique



[Patrick Duquette](#)

Le Droit

Le maire de Gatineau, Marc Bureau, souhaite la tenue d'une enquête publique pour examiner les rumeurs de corruption et de collusion dans le monde municipal. De retour d'une réunion avec les maires des grandes villes à Québec, M. Bureau s'est dit satisfait des mesures annoncées par le ministre des Affaires municipales Laurent Lessard pour rendre plus transparent l'octroi des contrats municipaux.

Mais selon M. Bureau, le gouvernement québécois doit faire un pas de plus pour rétablir la confiance de la population envers les municipalités.

« Beaucoup de maires ont demandé une enquête publique, et je suis tout à fait d'accord. On n'a pas fait la lumière, à mon sens, sur tout ce qui se passe dans l'industrie de la construction et des contrats qui ont été donnés dans la région métropolitaine, entre autres. »

M. Bureau ne s'objecte pas à ce qu'une commission d'enquête examine l'octroi des contrats à la Ville de Gatineau. « Ce qui est demandé, c'est surtout une enquête publique sur les constructeurs, sur la collusion et je pense que ça va toucher tout le Québec. Je n'ai encore jamais vu réellement de problèmes à Gatineau, sauf un cas, au tout début de la fusion, où il y avait eu collusion dans des contrats d'asphaltage. Mais ça, c'est le seul cas, à mon sens, qu'on a eu depuis la fusion. »

Selon M. Bureau, l'absence de partis politiques à Gatineau rend plus difficile la collusion et la corruption qui peuvent exister dans les rapports entre les politiciens et les entrepreneurs en construction. « Gatineau est une des seules grandes villes qui n'a pas de parti politique municipal et ça vient faciliter un petit peu la tâche. Quand vous êtes un parti politique, vous pouvez déposer des sommes d'argent dans le parti politique pendant les quatre années d'un mandat - et pas seulement dans le cadre d'une élection. C'est toute une machine qu'on n'a pas. »

Le ministre Lessard a annoncé hier une série de mesures pour mieux surveiller l'adjudication des contrats dans les municipalités. Une dizaine de nouveaux vérificateurs seront embauchés, surtout dans la région de Montréal. D'autres mesures, comme l'obligation d'afficher les contrats sur le site Internet, toucheront directement Gatineau. « On le fait déjà: nos comités exécutifs sont déjà publics, et, une fois par mois, une liste de nos soumissionnaires est déposée, dit le maire Bureau. Donc on va le faire via Internet. »

© La Presse, Itée. Tous droits réservés.